

Donald Trump peut exulter. Après sa victoire à la primaire du New Hampshire, le 23 janvier, il fait plus que jamais figure de probable candidat républicain à l'élection

## « Donald Trump passe sous silence son legs diplomatique au Proche-Orient, où ses résultats apparaissent aujourd'hui très discutables »

présidentielle du 5 novembre. L'ancien président multiplie déjà les attaques contre Joe Biden sur un terrain où on n'attendait pas forcément le chantre de « l'Amérique d'abord » : la politique étrangère.

### CHRONIQUE



**Gilles Paris**

démocrate et avec lui des « adultes », autrement dit les experts de l'étoffe de ceux qui l'avaient entouré à ses débuts à la Maison Blanche jusqu'à ce qu'il s'en affranchisse pour faire jouer,

En attaquant Joe Biden sur la politique étrangère, l'ex-président oublie les impasses iranienne et israélo-palestinienne léguées à son successeur, explique, dans sa chronique, Gilles Paris, éditorialiste au « Monde ».

Publié hier à 06h58, modifié hier à 12h38 | Lecture 3 min.

**D** de son point de vue, des instincts indiscutables d'homme d'Etat.

Article réservé aux abonnés

Cette posture passe sous silence le propre legs diplomatique de Donald Trump, singulièrement au Proche-Orient, où il a considérablement pesé sur les choix stratégiques de son pays avec des résultats qui apparaissent aujourd'hui particulièrement discutables. Cela vaut en premier lieu pour ce qui a longtemps été considéré comme un tournant : la normalisation inconditionnelle des relations diplomatiques entre Israël et des pays du Golfe, les Emirats arabes unis et Bahreïn. Le Maroc s'y est ajouté après avoir engrangé la soudaine reconnaissance par Donald Trump de sa souveraineté sur le Sahara occidental, octroyée dans une logique purement transactionnelle.

### Dérive droitère

« Ces accords serviront de base à une paix globale dans toute la région, quelque chose que personne ne pensait possible, certainement pas à notre époque, peut-être dans plusieurs décennies, une paix fondée

sur des intérêts partagés, le respect mutuel et l'amitié », avait affirmé l'ancien homme d'affaires lors de la cérémonie de signature des accords d'Abraham, le 15 septembre 2020. La grandiloquence avait masqué le fait que les pays concernés ne s'étaient jamais affrontés les armes à la main. Surtout, un mot avait été sciemment évité dans son discours : « Palestinien ».

Cette omission était cohérente avec les décisions antérieures rompant avec un consensus observé scrupuleusement jusqu'à son arrivée dans le bureau Ovalaire par les administrations démocrates et républicaines successives.

Outre la reconnaissance unilatérale de la souveraineté israélienne sur le plateau syrien du Golan, on doit citer parmi ses décisions les plus controversées celles de déplacer l'ambassade des Etats-Unis de Tel-Aviv à Jérusalem et de nommer un ambassadeur favorable à la colonisation israélienne en Cisjordanie. Ou encore de fermer la délégation palestinienne à Washington, de couper les financements américains à l'agence onusienne chargée des réfugiés palestiniens et enfin de formuler un plan de paix calqué jusqu'à la caricature sur les seuls intérêts de l'Etat hébreu. Ce plan se traduisait par l'annexion potentielle de pans entiers de la Cisjordanie.

Donald Trump a ainsi privé Washington de nombreuses cartes sans la moindre contrepartie israélienne. En confortant la dérive droite incarnée par Benyamin Nétanyahou, le républicain a contribué activement à la tentative d'effacement de la question palestinienne qui s'est fracassée contre la réalité le 7 octobre 2023. Le point culminant de cette occultation a été atteint lorsque le premier ministre israélien a présenté à la tribune des Nations unies, le 22 septembre, la carte d'un « Nouveau Moyen-Orient » apaisé sur laquelle Israël englobait la totalité de Gaza et de la Cisjordanie, deux semaines seulement avant les massacres perpétrés contre des civils israéliens par le Hamas.

## Parole dévaluée

Fidèle à une ligne politique plus équilibrée parce que attachée, au moins verbalement, à la solution dite « des deux Etats » (la création d'une Palestine aux côtés d'Israël), Joe Biden a eu le tort de tenter de parachever la dynamique des accords d'Abraham, en y incluant l'Arabie saoudite sans chercher activement à la rectifier.

**Lire aussi :** [Conflit israélo-palestinien : de l'espoir d'Oslo aux réalités d'Hébron](#)



En 2018, Donald Trump avait déjà pris une première décision majeure concernant la région en retirant les Etats-Unis de l'accord sur le nucléaire iranien conclu laborieusement par son pays en 2015. Il avait justifié ce reniement en assurant, le 8 mai, que ce compromis conduisait à l'échec.

*« Nous travaillerons avec nos alliés pour trouver une solution réelle, globale et durable à la menace nucléaire iranienne. Il s'agira notamment d'éliminer la menace que représente le programme de missiles balistiques de l'Iran, de mettre un terme à ses activités terroristes dans le monde entier et de bloquer ses activités menaçantes au Moyen-Orient. Entre-temps, de puissantes sanctions entreront pleinement en vigueur. Si le régime poursuit ses aspirations nucléaires, il sera confronté à des problèmes plus graves qu'il ne l'a jamais été »,* avait-il alors annoncé.

**Lire aussi |** [Donald Trump se retire de l'accord iranien et s'isole encore un peu plus de ses alliés](#)



Rien de tout cela ne s'est produit. La politique de « pression maximale » a échoué, faute de convaincre des puissances majeures comme la Chine de s'y joindre. L'Iran n'a pas été dissuadé de poursuivre sa marche en avant nucléaire, bien au contraire. La parole américaine a été dévaluée, ce qui explique en partie l'incapacité de l'administration de Joe Biden à renouer ensuite avec Téhéran. La République islamique n'a pas été non plus renvoyée dans ses frontières, comme en témoigne la résilience de l'« axe de la résistance », après le 7 octobre, qui a connu un développement inattendu avec les

attaques en mer Rouge de ses alliés yéménites, les houthistes.

**Lire aussi |** [Les houthistes, des rebelles yéménites devenus d'incontournables acteurs du Moyen-Orient](#)



Si les électeurs américains décidaient, à la faveur d'une élection indirecte qui favorise le camp républicain, de renvoyer Donald Trump à la Maison Blanche, ce dernier retrouverait sans doute en l'état les impasses iranienne et israélo-palestinienne léguées à son successeur. Rien ne laisse penser qu'il ait pris la mesure de ses échecs.

**Gilles Paris**

## Le Monde Mémorable

Découvrir

### Le génie Chaplin

Personnalités, événements historiques, société... Testez votre culture générale

### La fabrique de la loi

Boostez votre mémoire minutes par jour

## Partenaires

### Codes promo

avec Savings United

Codes Promo **HUGO BOSS**

Codes Promo **Marionnaud**

Codes Promo **Samsung**

Codes Promo **Maisons du Monde**

Codes Promo **Aliexpress**

Codes Promo **Air Caraïbes**

Codes Promo **Privé by Zalando**

**Tous les codes promo**

### Formation professionnelle

Avec Top Formation

Formation en informatique

Formation en management

Formation en sécurité

Formation de commercial

Formation de secrétaire

Formation en Photoshop

Formation en bien-être

**Toutes nos formations**

### Formations de langues

Avec Gymglish

Cours d'anglais

Cours d'espagnol

Cours d'italien

Cours d'allemand

Cours d'orthographe

Découvrez nos offres

Offrez un cours de langue

**Tous nos cours de langues**